

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER

L'an deux mille seize, le douze décembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique salle du Conseil Municipal, sous la présidence de M. François CORNUT-GENTILLE, Député-Maire, en suite de la convocation faite le 6 décembre 2016

Présents :

- M. CORNUT-GENTILLE, Député-Maire
- M. BOSSOIS, Mme DECHANT, Mme CLAUSSE, Mlle KREBS, M. KAHLAL, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RAIMBAULT, Mme AUBRY, M. FEUILLET, Adjoints au Maire
- Mme GARCIA, Mme DORKEL, M. SCHILLER, M. GARNIER J., M. CHARPENTIER, Mme BETTING, M. OUALI, Mme COLLET, M. BONNEMAINS, Mme GUINOISEAU, M. GARNIER P., Mme de CHANLAIRE, M. EREN, Mme PEYRONNEAU, Mme THIEBLEMONT, M. VAGLIO, M. LESAGE, Mme VARNIER, M. CORDEBARD, M. BOUZON, M. AMELON, Mme SAMOUR, Conseillers Municipaux

Excusés :

M. LEBRUN, Mme ANGOT, Mme AYADI

Ont donné procuration :

Mme ANGOT à M. CORDEBARD

Mme AYADI à M. BOUZON

Secrétaire de séance : M. VAGLIO

N° 172-12-2016

**DEROGATIONS EXCEPTIONNELLES A L'INTERDICTION DU TRAVAIL LE
DIMANCHE ACCORDEES AU TITRE DE L'ANNEE 2017 AU COMMERCE DE
DETAIL – AVIS DU CONSEIL**

Rapporteur : M. Philippe BOSSOIS

Le titre III de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, relatif notamment au développement de l'emploi, introduit de nouvelles mesures visant à améliorer au profit des salariés et des commerçants les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche.

Pour les commerces de détail non alimentaire, des dérogations au repos dominical peuvent donc dorénavant être accordées par le Maire à hauteur de 12 dimanches par an au lieu de 5 auparavant en déduisant les jours fériés travaillés pour les commerces de détail alimentaires supérieurs à 400 m² (nouvel article L 3132-26 du Code du Travail). La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre pour l'année suivante.

Les commerces de détail alimentaire peuvent, de façon permanente et sans demande préalable, être ouverts le dimanche jusqu'à 13 heures.

L'arrêté municipal qui fixe le nombre de dimanches doit désormais faire l'objet d'une concertation préalable en consultant :

- ✕ le Conseil Municipal qui doit rendre un avis simple ;
- ✕ le Conseil d'Agglomération, dont la commune est membre, (lorsque le nombre de dimanches excède le nombre de 5), doit rendre un avis conforme. A défaut de délibération dans un délai de 2 mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Pour l'année 2017, un arrêté doit être pris afin de désigner les dimanches pour lesquels le repos hebdomadaire serait supprimé.

Pour les commerces de détail, autres que l'automobile, il est proposé, pour l'année 2017 le calendrier suivant, comprenant 12 ouvertures dominicales, à savoir :

- ✓ les dimanches 15 et 22 janvier 2017 – soldes d'hiver,
- ✓ le dimanche 28 mai 2017 – fêtes des mères,
- ✓ les dimanches 2 et 9 juillet 2017 – soldes d'été,
- ✓ le dimanche 3 septembre 2017 – rentrée scolaire,
- ✓ les dimanches 26 novembre, 3, 10, 17, 24 et 31 décembre 2017 – fêtes de fin d'année.

Pour l'automobile et la vente de matériel agricole, les dimanches proposés pour l'ouverture des commerces correspondent aux actions commerciales des différents constructeurs (type portes ouvertes), à savoir :

- ✓ le dimanche 15 janvier 2017,
- ✓ le dimanches 12 et 19 mars 2017,
- ✓ le dimanche 16 avril 2017,
- ✓ le dimanches 11 et 18 juin 2017,
- ✓ le dimanche 17 septembre 2017,
- ✓ le dimanche 15 octobre 2017,
- ✓ le dimanche 19 novembre 2017.

Par courrier du 17 octobre 2016, la collectivité a sollicité l'avis des enseignes commerçantes de Saint-Dizier.

Conformément aux réponses collectées et aux dispositions de l'article L 3132-26 du Code du travail.

Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à ces propositions de dates.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide par **31 VOIX POUR – 3 VOIX CONTRE (M. BOUZON – Mme AYADI – M. AMELON)** d'émettre un avis favorable à ces propositions de dates.

Pour extrait conforme,

Pour le Député-Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services
Pierre-François GITTON